

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA AGRICULTURE FRANCE

1 RUE DE LA FONTAINERIE
62000 Arras

Références : 226-2026
Code AIOT : 0007002223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement VEOLIA AGRICULTURE FRANCE implanté RTE NATIONALE 30 62147 Graincourt-les-Havrincourt. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA AGRICULTURE FRANCE
- RTE NATIONALE 30 62147 Graincourt-les-Havrincourt
- Code AIOT : 0007002223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Véolia Agriculture France (anciennement SEDE) est spécialiste du traitement multifilières des déchets et développe un service complet autour de la méthanisation et du compostage des déchets organiques.

Le site de Graincourt-les-Havrincourt est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral interministériel du 6 juillet 1999 relatif à l'exploitation d'une unité de compostage modifié, notamment par les actes administratifs suivants:

- arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2010 relatif à l'exploitation d'une unité de méthanisation ;
- arrêtés préfectoraux complémentaires du 2 février 2018 et du 15 mars 2021 relatifs aux meilleures techniques disponibles (site IED).

Le site est actuellement en travaux pour changer la destination du biogaz produit. Historiquement, le biogaz était valorisé sur le site par de la cogénération (production d'électricité et de chaleur). A partir de juin 2026, il sera injecté après épuration directement dans le réseau GRDF. Cette évolution, qui a fait l'objet d'un porter à connaissance en 2024, permettra à terme une augmentation de capacité du méthaniseur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Equipements de secours des éléments de sécurité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative de l'installation	Code de l'environnement du 14/10/2023, article Annexe (4) à l'article R. 511-9	Sans objet
2	Stockage d'intrants – protection contre les intempéries	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18 alinéa 6	Sans objet
3	Stockage de digestat	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 9 alinéas 2 et 3	Sans objet
4	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a principalement reprise des points de contrôle de l'action régionale 2025 sur la méthanisation.

Ces prescriptions sont respectées par l'exploitant.

Le dernier point reprend une prescription contrôlée lors de la visite d'inspection précédente du

27/06/2024, et qui faisait l'objet d'une demande d'action corrective. Une installation électrique de secours était située dans la cuvette de rétention de la cuve d'hydrolyse, du digesteur et du post-digesteur. Elle était donc susceptible d'être impactée en cas de rupture d'un réservoir. L'exploitant avait alors indiqué que l'installation serait déplacée lors des travaux de modification de la méthode de valorisation du biogaz.

Lors de la présente visite, le groupe électrogène de secours n'a pas été déplacé. L'exploitant signale des contraintes techniques et économiques. Il propose des alternatives, encore au stade d'étude, à ce déplacement.

Considérant que la prescription est applicable depuis le 1er janvier 2023, qu'une action corrective a été demandée en juin 2024 et n'a pas été suivie d'effet, l'inspection propose une mise en demeure pour le respect de l'article 36 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2023, article Annexe (4) à l'article R. 511-9
Thème(s) : Actions régionales, Classement et régime ICPE applicables
Prescription contrôlée : Nomenclature des installations classées Rubriques : 2781 4310 3532
Constats : Véolia Agriculture France dispose d'un arrêté inter préfectoral d'autorisation daté du 6 juillet 1999 modifié. La dernière mise à jour des activités autorisées du site date de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 2 février 2018. Les capacités maximum autorisées concernant les trois rubriques contrôlées sont : - Rubriques 2781-1 et 2781-2 (méthanisation de déchets non dangereux ou matière végétale) : 32 000 t/an de matières traitées (soit 128 t/j), classée en autorisation ; - Rubrique 3532 (valorisation de déchets non dangereux - traitement biologique) : 55 000 t/an de déchets issus de l'industrie et/ou des collectivités locales (env. 150 t/j), classée en autorisation - prise en compte de l'activité de compostage uniquement ; - Rubrique 4310 (gaz inflammables catégorie 1 et 2) : quantité totale de gaz susceptible d'être présente dans l'installation : 5,12 t, classé en déclaration soumis à contrôle. L'exploitant indique respecter les capacités maximum à ce jour. Les quantités réelles n'ont pas été présentées en séance. L'exploitant remarque que ses rubriques 3532 et 4310 ne sont plus à jour suite aux évolutions réglementaires. En effet, la rubrique 3532 devrait également prendre en compte l'activité méthanisation du site. La rubrique 4310 n'a quant à elle plus lieu d'être : la présence de gaz inflammables (lorsque la

quantité est inférieure à 10 t) est réglementée par connexité par la rubrique 2781 (cf. *Note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets, version du 27/04/2022*).

L'exploitant compte déposer en juin 2026 un dossier de demande d'autorisation environnementale, concernant notamment un projet d'augmentation de capacité. A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 09/04/2026 un tableau reprenant les rubriques actuelles et leur évolution projetée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage d'intrants – protection contre les intempéries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 18 alinéa 6

Thème(s) : Actions régionales, Risques de pollution des milieux

Prescription contrôlée :

Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.

Constats :

Les intrants sont stockés dans :

- des cuves fermées dotées de capteurs de niveau ;
- des petits contenants (fûts, GRV - grands récipients pour vrac) ;
- des fosses sous bâtiment avec capteurs de niveau.

Un logiciel permet de connaître le taux de remplissage de chaque équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage de digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 9 alinéas 2 et 3

Thème(s) : Actions régionales, Risques de pollution des milieux et de nuisances olfactives

Prescription contrôlée :

Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champs moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

Les installations de stockage non couvertes doivent faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestats produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

Constats : Les digestats produits sont liquides. Les deux ouvrages de stockage sont couverts : le premier avec une couverture flottante "en nénuphar" et le second par une bâche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Actions régionales, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percola et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH ₄ , O ₂) à une fréquence semestrielle. Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.
Constats : L'exploitant a bien mis en place un programme de maintenance préventive et de vérification périodique de ses installations.

En amont de la visite par courriel du 31/03/2026, l'exploitant a envoyé les documents suivants :

- le tableau de suivi des contrôles réglementaires et du programme de maintenance pour les organes de sécurité ;
- les derniers contrôles réalisés sur les organes de sécurité.

Synthèse des observations sur les contrôles des organes de sécurité

Deux problèmes de cohérence de dates entre le tableau et les rapports (groupes électrogènes et soupapes) ont été relevés. L'exploitant indique une erreur de saisie pour le premier et une contrainte météo qui a décalé la fin de l'intervention pour le second.

Plusieurs anomalies ont été détectées lors des contrôles, les suites données par l'exploitant ont été abordées en séance :

- briques réfractaires du foyer de la torchère endommagées et boulons corrodés (cf. rapport de maintenance N1 ponctuelle torchère BG1000 du site Artois Méthanisation, Sarpi, 07/07/2025).

Réponse exploitant : dans le cadre des travaux, la torchère va être déplacée (déplacement prévu le 22/05/2026). Un devis a été signé pour le remplacement des briques réfractaires et a été transmis par courriel à l'inspection le 09/04/2026.

- centrale Simtronics Echo 28 (détection de gaz) obsolète (cf. compte-rendu d'intervention du 11/03/2026 de Défecta Services).

Réponse exploitant : devis en cours, un nouveau modèle de centrale intégrant l'épuration du gaz sera installé cette année.

- Centrale et détecteurs incendie : remplacer deux têtes de détection situées au R+1 (cf. Maintenance et essais - système de détection incendie, Actémium, 16/12/2025).

Réponse exploitant : il s'agit des prévisions pour l'année suivante, un tiers des détecteurs sont remplacés chaque année.

- Anomalie de priorité 2 (à régler sous 2 mois) sur un ventilateur d'armoire, TD3 - local digestat (cf. rapport de vérification thermographie infrarouge, Socotec, 24/06/2025).

Réponse exploitant : élément remplacé le 01/07/2025, avec présentation du justificatif

- Système de détection intrusion fonctionnant partiellement (cf. bon d'intervention n°20513858, Chubb Delta, 17/07/2025).

Réponse exploitant : ligne téléphonique hors service lors de l'intervention pour cause de travaux. Situation revenue à la normale. Mise en place d'un système de secours en cas de souci de réseau. Pendant la phase travaux, gardiennage mis en place la nuit et les weekends.

Contrôle aléatoire des vérifications générales périodiques en séance

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté en séance les rapports de vérification générale périodique de 2025 suivants :

- nettoyage du transformateur ;
- vérification périodique visuelle des parafoudre et paratonnerre ;
- vérification des blocs de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Equipements de secours des éléments de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques de secours

Prescription contrôlée :

[...]

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

[...]

Constats :

Suite de l'inspection du 27/06/2024 (demande d'action corrective)

Constat précédent : *"Les installations disposent d'une installation électrique de secours. L'installation de secours est située dans la cuvette accueillant le digesteur et les post-digesteurs. En cas de rupture d'un réservoir, l'installation de secours pourrait être impactée. Compte-tenu de la date de mise en service des installations, la disposition est applicable depuis le 1er janvier 2023. Toutefois, en séance, l'exploitant présente le projet de modification relatif à la méthode de valorisation du biogaz (passage en injection gaz dans le réseau). Dans ce projet, l'exploitant précise que les installations de secours seront déplacées en partie haute des installations afin d'être préservées en cas de rupture de réservoirs."*

Lors de l'inspection du 08/04/2026, les travaux de modification de valorisation du biogaz sont en cours et l'installation de secours n'a pas été déplacée.

L'exploitant fait part de difficultés technique et économique pour ce déplacement et propose en séance deux solutions alternatives. Des compléments d'informations et des documents techniques sont apportés par courriels du 09/04/2026 et 10/04/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de se régulariser vis-à-vis de cette prescription.

Les solutions techniques retenues et l'échéancier des travaux devront notamment figurer dans le dossier de demande d'autorisation environnementale dont le dépôt est prévu mi-2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois